

Note d'analyse No 202 – Avril 2025

# Le cheminement du Ghana vers la gouvernance de l'IA et ses conséquences pour l'Afrique

Thompson Gyedu Kwarkye

## Points principaux

- En Afrique, l'intelligence artificielle(IA) transforme divers secteurs pour le progrès économique et sociétal, mais elle pose aussi des risques. Les pays élaborent donc une gouvernance comme solution.
- La stratégie nationale sur 10 ans pour l'intelligence artificielle du Ghana accorde la priorité à l'innovation, au développement des talents et à l'élimination des risques liés à l'IA grâce à des cadres réglementaires et éthiques. Elle comprend plusieurs dimensions éthiques afin de constituer un cas type sur le continent.
- Les gouvernements africains doivent adopter une approche de la gouvernance axée sur l'humain, investir dans les talents locaux et favoriser le développement inclusif de l'IA pour éviter la dépendance à la technologie tout en atténuant les risques liés à l'IA et en accroissant au maximum ses bénéfices.
- La domination de l'IA par de grandes entreprises technologiques souligne les disparités entre les pays africains les plus prospères et ceux qui sont pauvres. C'est pourquoi il est crucial de veiller à ce que l'Afrique puisse influencer la future trajectoire du développement de l'IA.

---

## Introduction

L'IA domine le discours mondial sur sa contribution à la transformation numérique. L'Afrique occupe une position unique pour tirer parti de ces bénéfices dans plusieurs domaines. Par exemple, au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud, les outils numériques dirigés par l'IA dans les domaines de la technologie financière, de la réglementation de la circulation, des soins de santé et de l'agriculture constituent des intrants productifs qui comblent les lacunes propres aux États plus faibles, fragiles aux ressources moindres (Gwagwa et coll., 2020). En même temps, des craintes ont été soulevées concernant les risques posés par les technologies de l'IA, tels que les atteintes à la vie privée, la consommation énergétique, les menaces à la démocratie, les préjugés épistémiques et les enjeux liés à la transparence (voir, par exemple, Wall, Saxena et Brown, 2021). Des voix critiques soulignent aussi les répercussions géopolitiques négatives potentielles de l'IA sur l'Afrique, surtout que de grandes puissances, notamment la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, se font concurrence pour conclure des partenariats au sein des écosystèmes de l'IA de l'Afrique, dont chacun préconise des normes différentes (Yusuf, 2024). Ce continent étant surnommé le « champ de bataille de la géopolitique » (voir Mialhe, 2018), la concurrence entre ces puissances délimite les débats savants, les

---

## À propos de l'auteur

Thompson Gyedu Kwarkye est un boursier en recherche postdoctorale de la School of Information and Communication Studies de l'University College de Dublin, en Irlande. Auparavant, il a travaillé à titre de boursier en recherche postdoctorale au Centre for Socio-Legal Studies de l'Université d'Oxford. Il est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université Goethe, à Francfort, en Allemagne. Ses recherches portent principalement sur les discours traditionnels et modernes, la sécurité humaine, les politiques liées à l'IA, la gouvernance, les règlements et l'éthique ainsi que l'exploitation des perspectives des pays du Sud. Thompson détient aussi un baccalauréat en science politique de l'Université du Ghana et une maîtrise en sécurité humaine de l'Université d'Aarhus, au Danemark. Il bénéficie actuellement de la subvention MSCA COFUND (ROSETTA), qui lui permet d'examiner les dynamiques politiques et socio-culturelles de l'IA en Afrique.

cadres politiques, les événements diplomatiques ainsi que l'accès aux subventions et aux aides.

Au cours de la dernière décennie, nombre de pays africains ont accordé la priorité à la gouvernance de l'IA en développant des politiques, des stratégies et des outils de gouvernance agiles qui accroissent au maximum ces bénéfices et réduisent les risques connexes. Cependant, différents processus politiques et socio-culturels influencent ces approches de la gouvernance, notamment les valeurs, les thèmes et les principes qui y sont intégrés. Par exemple, bien que la stratégie pour l'IA du Rwanda accorde la priorité à l'innovation locale et à l'édification d'une économie axée sur la connaissance (Kwarkye, 2025), l'Afrique du Sud met de l'avant les droits de la personne en tentant de remédier aux inégalités et à l'injustice sociale (Rapanyane et Sethole, 2020). Alors que le continent continue de débattre des cadres de gouvernance appropriés, il doit aussi tenir compte des contextes socio-économiques, des valeurs culturelles et historiques et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies pour créer un cadre qui favorise l'innovation et protège les droits de la personne.

C'est pourquoi ce mémoire offre un examen structuré de la gouvernance de l'IA en Afrique. Il a pour objectif d'équiper les décideurs, les chercheurs et les intervenants de l'IA des conseils nécessaires pour naviguer les dimensions politiques, sociales et économiques complexes de la gouvernance de l'IA. Ce mémoire, qui utilise la stratégie nationale sur 10 ans pour l'intelligence artificielle du Ghana comme études de cas, contribue à fournir des perspectives critiques concernant la formulation des politiques de l'IA qui préconisent l'innovation, optimisent les bénéfices et réduisent au maximum les risques dans un paysage géopolitique de plus en plus concurrentiel.

---

## Contexte

Le champ de gouvernance de l'IA se trouve à l'intersection de bien des contradictions. D'un côté, l'immense potentiel de l'IA repousse les limites des possibilités actuelles et favorise l'innovation et la créativité. Ce potentiel est facilité par la capacité de l'IA, d'une part, d'utiliser de grandes séries de données dans les domaines de l'atténuation du changement climatique, du transport, des

diagnostics médicaux et de l'agriculture et, d'autre part, depuis quelques années, de produire des articles, des images et des conversations à partir d'une simple requête (Gwagwa et coll., 2020). D'un autre côté, comme nous l'avons vu auparavant, le rythme rapide du développement de l'IA s'accompagne d'une foule d'enjeux éthiques, légaux et sociétaux que nous ne pouvons pas passer sous silence. L'un d'eux provient du risque d'avoir des algorithmes biaisés du fait que les systèmes d'IA, souvent formés à partir de séries de données biaisées, risquent de perpétuer et même d'amplifier les inégalités sociales susceptibles de nuire à l'Afrique (Wall, Saxena et Brown, 2021). De plus, la dépendance de l'IA envers de vastes quantités de données personnelles soulève de sérieuses craintes concernant la protection des renseignements personnels et la sécurité, car, en l'absence de la bonne perspective, les renseignements personnels peuvent être exploités ou utilisés de façon abusive (Payton et Claypoole, 2023).

La rapidité du changement technologique, comme nous le voyons dans le contexte de l'IA, sape souvent la capacité des cadres de gouvernance de s'adapter et de remédier à nombre de ces risques; les organismes gouvernementaux et réglementaires ainsi dépassés par la situation tentent vainement de réglementer des technologies déjà adoptées à grande échelle (Reuel et Undheim, 2024). En Afrique, ce décalage crée un environnement réactif dans lequel les cadres de gouvernance sont mis en œuvre uniquement après que les nouvelles technologies soient déjà profondément intégrées dans la société, ce qui complique les efforts d'atténuer certains de ces risques. Ces types de décalage provoquent des conséquences imprévues, comme l'adoption de systèmes d'IA qui manquent de supervision ou de garde-fou éthiques. De plus, les gouvernements africains tentent souvent d'imposer des règles sur des technologies déjà ancrées dans des secteurs comme les finances, les soins de santé et la fabrication, ce qui peut entraîner des lacunes au niveau de la responsabilisation et une protection inadéquate des citoyens (Wall, Saxena et Brown, 2021). Cette incohérence entre l'innovation technologique et la réponse réglementaire souligne le besoin urgent d'adopter des approches avant-gardistes afin d'anticiper et de gérer les répercussions de l'IA sur le continent.

Les pays africains reconnaissent la nécessité d'instaurer une gouvernance proactive de l'IA pour

bien encadrer les progrès technologiques rapides ainsi que pour remédier aux enjeux éthiques, légaux et sociétaux qu'ils posent. Sur le plan régional, l'Union africaine a établi un cadre de gouvernance de l'IA, ce dont atteste la Stratégie continentale sur l'intelligence artificielle qui met de l'avant le développement et le déploiement responsables des technologies de l'IA (Union africaine, 2024). De plus, des initiatives comme Smart Africa et le Partenariat sur l'IA facilitent la collaboration et le partage des connaissances transfrontalier afin de créer des approches de la gouvernance qui alignent le développement de l'IA sur les priorités socio-économiques de l'Afrique (Plantinga et coll., 2024). Au niveau national, le Bénin, l'Égypte, l'île Maurice, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal et la Sierra Leone ont ébauché des stratégies sur l'IA et des lois pour la protection des données (Musoni, 2024) afin d'assurer l'équilibre entre l'innovation et les facteurs éthiques de sorte que les systèmes d'IA n'exacerbent pas les inégalités existantes et ne portent pas atteinte à la vie privée. Dans d'autres parties du continent, notamment au Kenya, au Nigeria et en Tanzanie, des groupes de travail, des groupes d'experts et des législateurs s'emploient à établir des priorités nationales.

En dépit de ces efforts, il est encore compliqué d'appliquer la gouvernance de l'IA sur le continent. Des ressources limitées, des déficits au niveau de l'infrastructure et une fragmentation réglementaire empêchent la mise en œuvre de politiques solides susceptibles de s'adapter à l'évolution de la technologie (Israël, 2025). On remarque aussi des craintes croissantes concernant les répercussions géopolitiques de l'approche de l'IA de l'Afrique, surtout que la Chine et les États-Unis continuent de former des alliances concernant la gouvernance de l'IA en Afrique alors que chaque pays obéit à des normes différentes (Yusuf, 2024). Certains préconisent une approche plus inclusive et favorable à la participation de la gouvernance de l'IA pour remédier à ces enjeux, notamment en favorisant la participation de plusieurs intervenants au développement d'approches de gouvernance qui reflètent les contextes locaux et accordent la priorité à un accès équitable aux bénéfices de la technologie (Kwarkye, 2025).

---

## Écosystème de l'IA du Ghana

Le Ghana tire parti des bénéfices de l'IA en utilisant des outils numériques fondés sur l'IA dans le secteur de l'agriculture de sorte à favoriser la durabilité. Par exemple, en mai 2024, des agriculteurs ont adopté des technologies de l'IA pour détecter les infestations dès leur début, surveiller les cultures et combattre des problèmes comme les chutes de pluie irrégulières et la hausse des températures (Kaledzi et Schneider, 2024). De plus, on a enregistré un recours à l'IA pour améliorer la prestation des soins de santé publics (Mensah, 2023), rationaliser les processus démocratiques en améliorant les espaces réservés à l'information en ligne (Sampene et coll., 2022) et créer des approches novatrices pour l'apprentissage des langues autochtones dans les écoles (Galer, 2023). Par conséquent, la transformation sociétale habilitée par le recours à l'IA du Ghana est en train d'éliminer la corruption, de rationaliser la démocratie et d'améliorer la vie de millions de personnes en éradiquant les erreurs et l'influence humaines.

De plus, l'écosystème de l'IA devient de plus en plus un environnement hautement contesté qui fait intervenir une myriade d'acteurs (Kwarkye, 2023). Ces acteurs comprennent des organismes régionaux, comme l'Union africaine, des gouvernements étrangers, comme la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, des organisations non gouvernementales (ONG), comme la Future Society Foundation et GIZ FAIR Forward, ainsi que des corporations multinationales comme Google, Microsoft et Meta, dont chacune a son propre intérêt et ses propres objectifs. Selon des nouvelles très consultées et diffusées à grande échelle, Google a, en 2019, inauguré son premier laboratoire africain de recherche sur l'IA à Accra, la capitale du Ghana (Adeoye, 2019). Cette initiative souligne le potentiel du pays de devenir un centre de l'innovation de l'IA, du moins du point de vue de Google. Cette inauguration a produit un enthousiasme et un optimisme considérables dans le milieu de la technologie du Ghana, ce qui a soulevé des discussions à propos du potentiel transformateur de l'IA concernant la croissance économique et les progrès sociétaux. Alors que ce pays continue de se positionner parmi les acteurs de l'économie de la technologie, la présence de Google atteste de son

potentiel de diriger la révolution technologique du continent et de tirer parti de son pouvoir en vue d'une prospérité et d'un développement inclusifs.

Le cœur de l'écosystème de l'IA du pays a été façonné par d'anciens cadres politiques et législatifs, surtout la loi sur la protection des données (2012), qui a établi les fondements de la manipulation des données éthiques et des garde-fous concernant la protection des renseignements personnels (Daigle, 2021). En vertu de cette loi, on a créé la Commission sur la protection des données, qui supervise la conformité avec les principes de protection des données, un fondement essentiel de la gouvernance de l'IA (Kwarkye, 2025). De plus, le Ghana a adopté des initiatives de transformation numériques plus vastes, comme le Digital Ghana Agenda, qui accorde la priorité au développement de l'infrastructure, aux aptitudes numériques et aux réformes réglementaires afin de favoriser l'instauration d'un environnement propice à l'innovation (Demuyakor, 2020). Ces efforts ont favorisé la création d'une approche structurée de la gouvernance de l'IA de sorte à veiller à ce que le déploiement de l'IA s'aligne sur les priorités nationales tout en assurant la protection des droits des citoyens.

---

## La stratégie nationale sur 10 ans pour l'intelligence artificielle

En 2022, le gouvernement du Ghana a, par l'intermédiaire de son ministère des Communications et de la Numérisation (maintenant devenu le ministère des Communications, de la Technologie numérique et des Innovations), créé la stratégie nationale sur 10 ans pour l'intelligence artificielle du pays avec l'aide de Smart Africa, de GIZ Fair Forward, de The Future Society et d'intervenants locaux clés. Le pays rejoint ainsi une poignée de pays africains avec une stratégie qui englobe les bénéfices de l'IA et réduit au maximum les risques potentiels. En tant que nouveau venu dans le monde de la politique sur l'IA, le Ghana étudie actuellement les plans des cadres politiques établis en analysant ce qui fonctionne et comment capitaliser les fonctions de l'IA. Conscients de l'asymétrie des puissances mondiales qui désavantage nombre de pays du continent, les décideurs du Ghana tirent parti des

cadres qui satisfont tous les intervenants. Cette stratégie repose sur de grands piliers fondés sur la polyvalence de l'IA, des investissements dans des talents en IA, une croissance économique durable et un recours responsable à l'IA. Ces éléments font de l'approche du Ghana un modèle convainquant pour d'autres pays du continent et du monde, surtout ceux qui tentent d'établir un équilibre entre l'innovation et les garde-fous éthiques.

La stratégie sur 10 ans intègre la polyvalence de la technologie en se concentrant sur plusieurs secteurs de l'économie. En priorisant plusieurs points centraux, elle couvre un éventail divers de secteurs soutenus par huit piliers, notamment la recherche sur l'apprentissage-machine à long terme, l'adoption rapide de l'IA par les secteurs public et privé, les facteurs dont il faut tenir compte pour l'avenir et les mesures à prendre pour empêcher les biais. C'est pourquoi le Ghana croit que les progrès technologiques dans différents secteurs aideront à remédier à divers problèmes qui ciblent les priorités liées au développement, comme les ODD des NU. Cette orientation stratégique ciblée souligne la détermination du pays de favoriser une approche durable du développement et du déploiement de l'IA pour veiller à ce que ses bénéfices soient équitablement distribués.

La réalisation d'une croissance durable grâce à l'IA ne dépend pas uniquement de sa mise en œuvre; elle nécessite des investissements simultanés dans divers domaines critiques. Selon l'ébauche de la stratégie, pour que l'IA puisse catalyser la trajectoire de croissance désirée, elle doit s'accompagner de solides investissements dans le développement des talents, soutenir des jeunes pousses en démarrage et assurer l'épanouissement d'aptitudes spécialisées. Toujours selon l'ébauche de la stratégie, bien que l'infrastructure technologique puisse nuire au développement de l'IA, ce problème pourrait être exacerbé par des goulots d'étranglement empêchant l'accès aux fonds et des taux d'intérêt élevés sur des prêts consentis à des entrepreneurs en IA qui risquent d'étouffer l'innovation. Le Ghana favorise un environnement qui habilitera des solutions novatrices pour l'IA en intégrant à la stratégie des exemptions fiscales, des capitaux de démarrage et des initiatives de financement initial. De plus, le défi national de l'innovation organisé par le programme national de l'entrepreneuriat et de l'innovation offre aux jeunes entrepreneurs des

fonds et de la formation pour les aider à trouver des solutions novatrices en IA (Kwarkye, 2025).

Le Ghana veut passer directement aux dernières technologies au lieu d'emprunter la voie de la croissance économique. En accueillant à bras ouverts l'IA en passant d'un seul coup à la technologie, le pays adopte des solutions avant-gardistes pour susciter l'innovation et le développement dans divers secteurs. Par exemple, les technologies de l'IA pourraient servir à la détection et aux diagnostic précoces des maladies, plus particulièrement dans les régions rurales où l'accès aux spécialistes médicaux est limité. De plus, l'IA présente des possibilités de renforcer la position du Ghana dans le panorama mondial de la technologie en attirant des investisseurs et en favorisant une culture de l'entrepreneuriat. Le pays espère tirer parti de cette technologie transformatrice pour ouvrir de nouveaux débouchés et susciter une croissance durable pour sa population à la croissance rapide grâce à des investissements stratégiques dans la recherche sur l'IA, l'éducation et le développement de l'infrastructure intégrés à la stratégie.

---

## Position du Ghana à l'endroit des risques liés à l'IA

Une composante vitale de la stratégie sur 10 ans est l'exploration de cadres éthiques qui relient entre elles les normes et les valeurs sociétales en mettant l'accent sur les impératifs éthiques au centre du façonnement des directives technopolitiques. En intégrant des perspectives sociales et morales, cette stratégie examine diverses théories éthiques en établissant la façon dont elles peuvent être appliquées aux défis posés par les systèmes de l'IA. Par exemple, elle s'inspire de la loi sur la protection des données de 2012 du Ghana (loi 843) pour protéger les données et les renseignements personnels individuels et traiter l'information personnelle. C'est pourquoi la stratégie favorise l'innovation responsable et une culture de sensibilisation et de responsabilisation éthique au Ghana.

Elle s'inspire aussi de stratégies d'autres pays en établissant une institution chargée de la supervision connue sous le nom de bureau de l'IA responsable



(RAI). Le bureau du RAI, dont le cadre d'exploitation est établi dans l'année suivant l'adoption de la politique et qui s'inspire de bureaux similaires en Égypte, à Singapour et au Royaume-Uni, développera des cadres exhaustifs pour veiller à ce que les concepts éthiques de l'IA soient caractérisés par l'équité, la transparence, la responsabilisation, la protection des renseignements personnels, la protection des données et le respect des droits de la personne. Le bureau du RAI travaillera en étroite collaboration avec divers secteurs public et privé et le nombre croissant des parties prenantes à l'IA du pays en suscitant et en favorisant activement une culture du développement éthique de l'IA. Le bureau jouera le rôle de pierre angulaire dans le cadre de l'engagement du Ghana de naviguer le panorama complexe de l'IA avec intégrité et perspicacité. Cependant, il manque à la stratégie des détails sur la structure, les ressources et les pouvoirs d'exécution du bureau, ce qui crée de l'incertitude concernant son efficacité (voir Israël, 2025). Sans une structure et une autorité clairement définies pour faire appliquer les règlements sur l'IA, l'initiative pourrait ne pas atteindre ses objectifs prévus concernant les risques de l'IA au Ghana.

Le principal objectif de ce mémoire est de découvrir le modèle du Ghana pour définir les limites éthiques qui incarnent son approche des risques de l'IA. Durant toute l'analyse, l'auteur a découvert que l'approche éthique du Ghana souligne que le bureau dispose d'intervenants de l'Union européenne pour établir des normes morales comme cadre que le Ghana peut adopter. Sans industrie de l'IA robuste, l'Union européenne s'est constituée en régie et gardienne des droits de la personne, de la protection des renseignements personnels et de l'autonomie individuelle (Bradford, 2020). Elle a tenté d'intégrer et d'orienter le plus possible les technologies et les cadres juridiques de l'IA en fonction de ces valeurs, une pratique connue sous le terme d'« effet de Bruxelles » (ibid.). À l'instar de cet « effet de Bruxelles », la stratégie du Ghana s'inspire d'approches fructueuses observées dans l'Union européenne pour assurer l'alignement avec les pratiques exemplaires mondiales. Généralement connue pour son IA axée sur l'humain, le Ghana est conscient que les répercussions des innovations en IA sur les personnes et les communautés sont un impératif pour entretenir un cadre éthique au sein du panorama technologique. Cependant, en dépit de cette approche axée sur l'humain, le Ghana dévie légèrement des normes de Bruxelles. Avant de s'occuper des enjeux éthiques mondiaux,

le pays s'occuperait des problèmes immédiats, comme l'accessibilité et l'inclusion, et les défis de certains secteurs, comme l'agriculture, un volet important de l'économie du Ghana.

---

## Interprétation de la voie du Ghana concernant la réglementation de l'IA

Comment interpréter la stratégie exclusive du Ghana de passer d'un seul coup à la technologie, d'investir dans divers domaines critiques et de réduire les risques liés à l'IA? Il nous faut retourner à la fin des années 1990 et au début des années 2000, lorsque le pays bénéficiait de transformations politiques, économiques et sociales enthousiasmantes (Amankwah-Amoah, 2016). Autrefois handicapé par une pénurie d'information et des coups d'État militaires, le Ghana est devenu une démocratie relativement stable dans une région marquée par l'instabilité et la violence politiques. Simultanément, la montée de l'Internet, des technologies sans fil et des initiatives numériques a considérablement élargi l'accès à l'information et les voies de communication, et pour preuve : un secteur numérique en démarrage qui attire des investissements étrangers substantiels. Au cours de la dernière décennie, des investissements privés ont alimenté l'expansion de plateformes numériques au Ghana : le recours aux appareils mobiles et numériques a connu une croissance annuelle de plus de 10 %, soit un pourcentage bien supérieur à la moyenne régionale de l'Afrique sub-saharienne (Begazo, Blimpo et Dutz, 2023).

Grâce à ses progrès économiques, démocratiques et numériques croissants, le pays est bien positionné pour devenir un chef de file régional en IA et en technologies connexes, comme la large bande haute vitesse et l'entreposage des données algoristiques. La croissance économique durable du pays a constitué une solide fondation pour l'investissement et le développement dans ces domaines avant-gardistes. Alors que le Ghana continue de favoriser un environnement propice à l'innovation technologique, il est tout à fait logique qu'il mette à profit sa prospérité économique en se lançant dans des solutions axées sur l'IA. En tirant parti de ses ressources et de son bassin de talents, le Ghana peut

répondre à la demande croissante de solutions technologiques à l'intérieur de ses frontières et devenir une solide influence dans le façonnement du panorama technologique de la région.

---

## Leçons tirées d'autres pays africains

Quelles leçons d'autres pays peuvent-ils tirer de l'approche du Ghana? L'auteur n'affirme d'aucune façon que l'approche du Ghana représente la stratégie optimale; cependant, à partir des perspectives décrites ci-dessus, il recommande dans ce mémoire que les décideurs, les développeurs d'IA et les intervenants qui naviguent la gouvernance de l'IA réfléchissent aux points suivants :

- **Il faut que les décideurs africains accordent la priorité à une approche de la gouvernance de l'IA axée sur l'humain de sorte à cibler les nombreux risques potentiels de l'IA et à mettre le bien-être individuel au centre de la gouvernance de l'IA.** Cette approche met l'accent sur les garde-fous éthiques, la protection des données et des renseignements personnels tout en veillant à ce que le développement de l'IA remédie aux injustices et aux inégalités sociales (van Berkel et coll., 2022). Ces garde-fous doivent inclure des normes éthiques pour prévenir les biais algorithmiques et protéger les libertés civiles de sorte à promouvoir des systèmes équitables et bénéfiques pour tous les secteurs de la société.
- **Il faut que les gouvernements africains s'emploient à développer des écosystèmes locaux consacrés à l'innovation et aux talents en IA en offrant aux entrepreneurs du domaine de l'IA des incitatifs fiscaux, des capitaux pour lancer leur entreprise, des subventions et de la formation.** Comme on estime que la population de l'Afrique doit doubler pour passer à près de 2,4 milliards de personnes d'ici au milieu du siècle, en sachant qu'à peu près la moitié de cette population aura moins de 25 ans à ce moment là (Groth et May, 2017), de telles initiatives pourraient favoriser cette croissance en tirant parti de la jeunesse et des compétences entrepreneuriales de sorte à combler le fossé technologique et à accélérer l'adoption de l'IA.
- **Les décideurs doivent développer des directives éthiques et des cadres réglementaires, comme cela se fait actuellement dans l'Union européenne<sup>1</sup>, afin de régir l'utilisation de l'IA de sorte à assurer l'équité, la transparence, la responsabilisation et la protection des données personnelles.** Ces cadres pourraient inclure la création d'établissements spécialisés, comme le bureau du RAI proposé par le Ghana, pour superviser les risques de l'IA. Ces établissements doivent être habilités à veiller à ce que les systèmes de l'IA soient conçus et mis en œuvre de façon responsable, conformément aux lois nationales et aux pratiques exemplaires. Leur mandat doit concerner tous les secteurs en les incitant à solliciter diverses parties prenantes, y compris les gouvernements, les entreprises, les communautés et les personnes, pour favoriser la sensibilisation éthique et assurer la conformité aux normes des droits de la personne et de la protection des données.
- **Les décideurs doivent se concentrer sur les applications de l'IA propres à chaque secteur afin de remédier aux enjeux urgents.** Par exemple, on peut utiliser l'IA dans les domaines de l'agriculture, pour surveiller les cultures et détecter les parasites, des soins de santé, pour diagnostiquer les maladies, et de l'éducation, pour personnaliser l'apprentissage et préserver les langues autochtones. De plus, l'IA peut faciliter la gouvernance en améliorant la prestation des services publics, en réduisant la corruption et en rationalisant les processus administratifs.
- **Finalement, il faut que les décideurs veillent à ce que les règlements sur l'IA soient inclusifs et tiennent compte de l'avis des parties prenantes locales.** Ces intervenants doivent comprendre les partenariats public-privé incluant des corporations multinationales (par exemple, Google, Microsoft) et des ONG qui fournissent des fonds, de l'expertise technique et de l'aide infrastructurelle pour accélérer l'adoption de l'IA. Ces partenariats pourraient aider les pays africains à devenir des participants actifs du façonnement du panorama mondial de l'IA.

---

<sup>1</sup> Voir <https://ec.europa.eu/futurium/en/ai-alliance-consultation/guidelines/1.html>

---

## Conclusion

L'approche du Ghana à l'endroit de la gouvernance de l'IA offre de précieuses perspectives pour l'Afrique et le reste du monde, car elle permet de naviguer l'interaction complexe de l'innovation technologique et les facteurs dont il faut tenir compte du point de vue éthique. En accordant la priorité aux cadres axés sur l'humain, au perfectionnement des talents locaux et aux applications propres aux secteurs concernés, la stratégie du Ghana constitue un modèle pour équilibrer le potentiel de l'IA avec le besoin d'un déploiement responsable. L'engagement du pays envers l'IA éthique, l'amélioration de la prestation des services publics et la résolution des défis sociétaux urgents, notamment ceux liés à l'agriculture et aux soins de santé, constituent un important précédent pour d'autres pays. Cependant, l'Afrique doit investir dans des cadres réglementaires avant-gardistes pour bénéficier d'une gouvernance durable de l'IA de sorte à habiliter les intervenants locaux et à assurer l'alignement sur les pratiques exemplaires internationales afin d'atténuer les risques liés à l'IA tout en accroissant au maximum ses bénéfices pour la croissance et le développement du continent.



---

## Ouvrages cités

- Adeoye, Aanu. 2019. « Google has opened its first Africa Artificial Intelligence lab in Ghana. » CNN, le 16 avril. <https://edition.cnn.com/2019/04/14/africa/google-ai-center-accra-intl/index.html>.
- Amankwah-Amoah, Joseph. 2016. « The evolution of science, technology and innovation policies: A review of the Ghanaian experience. » *Technological Forecasting and Social Change* 110: 134–42. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2015.11.022>.
- Begazo, Tania, P. Blimpo Moussa et A. Dutz Mark. 2023. *Afrique Numérique : Transformation technologique pour l'emploi*. Washington, DC: Groupe de la Banque mondiale.
- Bradford, Anu. 2020. *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*. New York, NY: Oxford University Press.
- Daigle, Brian. 2021. « Data Protection Laws in Africa: A Pan-African Survey and Noted Trends. » *Journal of International Commerce and Economics*. Février. [www.usitc.gov/publications/332/journals/jice\\_africa\\_data\\_protection\\_laws.pdf](http://www.usitc.gov/publications/332/journals/jice_africa_data_protection_laws.pdf).
- Demuyakor, John. 2020. « Ghana Go Digital Agenda: The Impact of Zipline Drone Technology on Digital Emergency Health Delivery in Ghana. » *Shanlax International Journal of Arts, Science and Humanities* 8 (1): 242–53. <https://doi.org/10.34293/sijash.v8i1.3301>.
- Galer, Sophia Smith. 2023. « AI: Saving Lives and Languages in Ghana. » YouTube, le 5 mars. Vidéo sur YouTube, 29:20. [www.youtube.com/watch?v=8yHWLki0cM&ab\\_channel=SophiasmithGaler](http://www.youtube.com/watch?v=8yHWLki0cM&ab_channel=SophiasmithGaler).
- Groth, Hans et John F. May, édés. 2017. *Africa's Population: In Search of a Demographic Dividend*. Cham, Suisse: Springer.
- Gwagwa Arthur, Erika Kraemer-Mbula, Nagla Rizk, Isaac Rutenberg et Jeremy de Beer. 2020. « Artificial Intelligence (AI) Deployments in Africa: Benefits, Challenges and Policy Dimensions. » *The African Journal of Information and Communication* 26: 1–28. <https://doi.org/10.23962/10539/30361>.
- Israel, Desmond. 2025. « Ghana's National Artificial Intelligence Strategy: A Critical Policy Analysis on Building a Sustainable AI Ecosystem. » LinkedIn, le 3 février. [www.linkedin.com/pulse/ghanas-national-artificialintelligence-strategy-ai-israel-esq-vwlwe/](http://www.linkedin.com/pulse/ghanas-national-artificialintelligence-strategy-ai-israel-esq-vwlwe/).
- Kaledzi, Isaac et Jürgen Schneider. 2024. « How Ghana is using AI to improve food security. » *Deutsche Welle*, le 13 mai. [www.dw.com/en/how-ghana-is-using-aito-improve-food-security/video-69038851#](http://www.dw.com/en/how-ghana-is-using-aito-improve-food-security/video-69038851#).
- Kwarkye, Thompson. 2023. « Navigating the Frontiers of AI policies in Africa. » Congrès sur la pratique sociale des droits de l'homme et 6e congrès international sur le droit au développement, Université de Dayton. [https://ecommons.udayton.edu/human\\_rights/2023/concurrent5e/1/](https://ecommons.udayton.edu/human_rights/2023/concurrent5e/1/).
- . 2025. « 'We know what we are doing': the politics and trends in artificial intelligence policies in Africa. » *Canadian Journal of African Studies* 1–19. <https://doi.org/10.1080/00083968.2025.2456619>.
- Mensah, George Benneh. 2023. « AI-Augmented Public Health Administration in sub-Saharan Africa: Addressing Challenges in Ghana's Cyberlaws Regimes for Smooth and Effective Use. » *International Journal of Legal Science and Innovation* 5 (6): 26–54. <https://doi.org/10.10000/IJLSI.111707>.
- Miaïlhe, Nicolas. 2018. « The geopolitics of artificial intelligence: The return of empires? » *politique étrangère* 3: 105–17. <https://shs.cairn.info/journal-politique-etrangere-2018-3-page-105?lang=en>.
- Musoni, Melody. 2024. « Envisioning Africa's AI governance landscape in 2024. » Note d'information no 177. Centre européen de gestion des politiques de développement. Janvier. <https://shs.cairn.info/journal-politique-etrangere-2018-3-page-105?lang=en>.
- Payton, Theresa M. et Theodore Claypoole. 2023. *Privacy in the Age of Big Data: Recognizing Threats, Defending Your Rights, and Protecting Your Family*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Plantinga Paul, Kristophina Shilongo, Oarabile Mudongo, Angelique Umubyeyi, Michael Gastrow et Gabriella Razzano. 2024. « Responsible artificial intelligence in Africa: towards policy learning. » *Data & Policy* 6: e72. <https://doi.org/10.1017/dap.2024.60>.
- Rapanyane, M. B. et F. R. Sethole. 2020. « The rise of artificial intelligence and robots in the 4th Industrial Revolution: implications for future South African job creation. » *Contemporary Social Science* 15 (4): 489–501. <https://doi.org/10.1080/21582041.2020.1806346>.
- Reuel, Anka et Trond Arne Undheim. 2024. « Generative AI Needs Adaptive Governance. » Preprint, arXiv. <https://doi.org/10.48550/arXiv.2406.04554>.
- Sampene, Agyemang Kwasi, Fredrick Oteng Agyeman, Brenya Robert et John Wiredu. 2022. « Artificial Intelligence as a Path Way to Africa's Transformations. » *Journal of Multidisciplinary Engineering Science and Technology* 9 (1): 14939–51. [www.researchgate.net/publication/358440753\\_Artificial\\_Intelligence\\_as\\_a\\_Path\\_Way\\_to\\_Africa's\\_TransformationS](http://www.researchgate.net/publication/358440753_Artificial_Intelligence_as_a_Path_Way_to_Africa's_TransformationS).
- Union africaine. 2024. *Continental Artificial Intelligence Strategy: Harnessing AI for Africa's Development and Prosperity*. Juillet. <https://au.int/fr/node/44004>.
- Van Berkel, Niels, Benjamin Tag, Jorge Goncalves et Simo Hosio. 2022. « Human-centred artificial intelligence: a contextual morality perspective. » *Behaviour & Information Technology* 41(3): 502–18. <https://doi.org/10.1080/0144929X.2020.1818828>.
- Wall, P. J., Deepak Saxena et Suzana Brown. 2021. « Artificial Intelligence in the Global South (AI4D): Potential and Risks. » Preprint, arXiv. <https://doi.org/10.48550/arXiv.2108.10093>.
- Yusuf, Badriyya. 2024. « Sustainable Data Governance Frameworks in Africa. » Digital Policy Hub Working Paper. [www.cigionline.org/static/documents/DPH-paper-Yusuf.pdf](http://www.cigionline.org/static/documents/DPH-paper-Yusuf.pdf).

---

## À propos du CIGI

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) est un groupe de réflexion indépendant et non partisan dont les recherches évaluées par des pairs et les analyses fiables incitent les décideurs à innover. Grâce à son réseau mondial de chercheurs pluridisciplinaires et de partenariats stratégiques, le CIGI offre des solutions politiques adaptées à l'ère numérique dans le seul but d'améliorer la vie des gens du monde entier. Le CIGI, dont le siège se trouve à Waterloo, au Canada, bénéficie du soutien du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario et de son fondateur, Jim Balsillie.

---

## About CIGI

The Centre for International Governance Innovation (CIGI) is an independent, non-partisan think tank whose peer-reviewed research and trusted analysis influence policy makers to innovate. Our global network of multidisciplinary researchers and strategic partnerships provide policy solutions for the digital era with one goal: to improve people's lives everywhere. Headquartered in Waterloo, Canada, CIGI has received support from the Government of Canada, the Government of Ontario and founder Jim Balsillie.

---

## Credits

Directrice, gestionnaire de programmes [Dianna English](#)

Gestionnaire de programmes [Ifeoluwa Olorunnipa](#)

Révisseur [Christine Robertson](#)

Conception graphique [Sepideh Shomali](#)

Droit d'auteur © 2025 par le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale

Les opinions exprimées dans le présent document n'engagent que l'auteur et ne traduisent pas nécessairement celles du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale ni de ses administrateurs.

Pour toute demande de renseignements sur les publications, veuillez envoyer un courriel à [publications@cigionline.org](mailto:publications@cigionline.org).



Le texte de ce travail est autorisé en vertu de CC BY 4.0. Pour un exemplaire de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

En cas de réutilisation ou de diffusion, veuillez inclure cet avis de droits d'auteur. Ce travail peut renfermer du contenu (y compris, et entre autres, des graphiques, des tableaux et des photographies) utilisé ou reproduit sous licence ou avec l'autorisation de tiers. L'autorisation de reproduire ce contenu doit être obtenue directement d'un tiers.

« Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale » et « CIGI » sont des marques de commerce déposées.

67 Erb Street West  
Waterloo, ON, Canada N2L 6C2  
[www.cigionline.org](http://www.cigionline.org)

---

CIGI